Critique Sociale

numéro 20 - mars 2012

Pour un mouvement social européen, contre tous les nationalismes !

Depuis 2008, les travailleurs d'Europe doivent faire face à une crise extrêmement grave qui les frappe les uns après les autres. Il faut envisager les enjeux de cette crise dans leur complexité pour ne pas se tromper de réponse politique[1].





Manifestations en Allemagne pour des hausses de salaires, le 5 mars 2012.

Crise de la dépense publique, ou crise de la modération salariale (forcée) ?

La crise de l'euro est souvent présentée comme une crise de la dépense publique. Les Etats auraient été trop dépensiers depuis des années, et se retrouveraient aujourd'hui comme des particuliers surendettés. Cette affirmation cache mal la volonté de réduire au minimum les services publics et de faire payer à chacun, riche ou pauvre, le prix fort pour la santé, l'éducation, etc. Mais elle est par ailleurs en grande partie fausse. Dans son communiqué du 13 janvier, l'agence de notation Standard & Poor's ajoute, après avoir justifié la perte de son « triple A » par la france : « *À notre avis… les*

[1] Ce texte reprend de nombreux éléments de l'article « Braquage social à l'allemande : démondialisation ou lutte des classes ? » de Thomas Hippler et Hélène Quiniou (avec leur accord), paru sur le site de la *Revue des Livres* le 22 février 2012 : revuedeslivres.fr/braquage-social-a-l'allemande-demondialisation-ou-lutte-des-classes , ainsi que d'un tract diffusé par des militants de *Critique Sociale* lors de la manifestation du 29 février à Paris.

problèmes financiers auxquels fait face la zone euro sont autant une conséquence de déséquilibres extérieurs croissants, et de divergences de compétitivité entre le noyau de la zone euro et ce qu'on appelle la "périphérie" ». Cela signifie en clair qu'il y a une concurrence entre les différents pays sur le prix du travail, que l'on retrouve dans le prix des marchandises. La france est désormais dans la partie périphérique de la zone euro, dont l'Allemagne est le centre. Et ce qui explique en partie la crise actuelle, c'est que le prix du travail en Allemagne a terriblement baissé depuis une quinzaine d'années, sous des gouvernements de droite, et encore plus sous le gouvernement de « gauche » mené par le SPD.

Suivant l'exemple de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, le gouvernement Schröder a démis le pouvoir syndical qui co-gérait jusque-là avec les patrons le capitalisme allemand, créant les conditions d'un transfert de richesse massif vers le sommet de la hiérarchie économique. Les salaires réels de la plus grande économie d'Europe ont connu une chute vertigineuse de 4,5 % entre 2000 et 2009[2], alors qu'ils stagnaient ou augmentaient très légèrement dans les autres pays d'Europe. Dans le cadre de la monnaie commune, l'effondrement des salaires des travailleurs d'Allemagne a gonflé la compétitivité des entreprises allemandes, dans un pays qui depuis longtemps était un important exportateur : l'Allemagne a exporté pour 150 milliards d'euros de plus qu'elle n'a importé en 2010. Et la moitié de ces exportations vont vers la zone euro, c'est-à-dire vers des Etats qui n'ont plus la possibilité de compenser leur déficit commercial par une dévaluation de leur monnaie (comme le faisait par exemple régulièrement l'Italie avant l'euro), puisqu'elle est unique. Dans ces conditions, exporter des biens peu chers revient à exporter son chômage dans les autres pays, qui donc se retrouvent en situation de déficit budgétaire à cause du nombre croissant de chômeurs. Autrement dit, ce sont les pays « dépensiers » qui financent la consommation des biens produits en Allemagne, que la population allemande n'achète pas car les salaires sont écrasés. Ce n'est pas l'Allemagne qui est en train de sauver ces pays de la faillite, ce sont eux qui paient le prix fort de la croissance allemande elle-même fondée sur la pression salariale subie par les travailleurs d'Allemagne.

Si cette situation est compliquée pour les finances des Etats, elle leur donne par ailleurs des arguments pour mettre la pression sur les travailleurs dans toute l'Europe : « *Au niveau européen,* [la politique économique et sociale du gouvernement allemand] *a créé les conditions d'un marasme économique prolongé, car les autres pays membres voient de plus en plus une politique de déflation des salaires encore plus dure comme solution à leur manque de compétitivité* », constate le rapport de l'OIT[3]. Et ceci est une nouvelle preuve du fait que les Etats sont bien là pour servir les intérêts des dominants, des patrons, y compris au risque de leur propre « faillite ». Au lieu de se refinancer, ils enfoncent les travailleurs, les précaires, les chômeurs et toute la population à l'exception de la fraction privilégiée, comme l'ont fait les gouvernements allemands depuis quinze ans. L'Allemagne est devenue le modèle à suivre dans sa politique de casse sociale, à base d'obligation pour les chômeurs de longue durée d'effectuer des « travaux d'intérêt général » pour un euro de l'heure, et de baisse massive des salaires, forçant à ce jour un million et demi de travailleurs en Allemagne à recourir aux aides sociales pour accéder au minimum d'existence.

Les classes dirigeantes européennes utilisent l'argument de la crise financière, dont on connait désormais les véritables causes, pour détruire morceau par morceau les statuts des salariés acquis ces soixante dernières années. La sécurité sociale, les retraites et les droits des chômeurs sont brutalement attaqués ici comme ailleurs. Ce qui n'aidera pas à la « reprise » que les gouvernants appellent de leurs vœux, car des populations écrabouillées économiquement consomment évidemment moins, et donc les entreprises produisent moins de richesses et finalement moins de recettes en impôts pour les Etats déjà surendettés. Cette politique est presque suicidaire, mais les patrons y trouvent tout de même leur compte à court terme car le prix du travail baisse, et donc ce qu'ils retirent du travail des autres augmente. La crise profite bel et bien à certains.

---

[2] Rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), 24 janvier 2012 : ilo.org/global/publications/books/global-employment-trends/WCMS_171571

[3] OIT, 24 janvier 2012. Extrait cité dans « Les bas salaires allemands accusés d'être à l'origine de la crise en zone euro », publié par *LeMonde.fr* : lemonde.fr/crise-financiere/article/2012/01/24/les-bas-salaires-allemands-seraient-a-l-origine-de-la-crise-en-zone-euro_1633684_1581613.html

Le piège des « solutions nationales » à la crise

La droite au gouvernement et le patronat jouent donc la carte de la solidarité internationale des classes dominantes pour en finir ici aussi, avec ce qui reste du pouvoir syndical avec lequel a été négocié les degrés et les formes de l'exploitation salariale pendant des décennies. En matière de contre-offensive, une partie de la gauche française prône sous diverses formes la « démondialisation » et le retour à la « souveraineté nationale » via le rétablissement des barrières douanières et la mise sous tutelle des banques, réduisant ainsi la question de la mondialisation à son volet économique et financier[4]. Tous ceux qui seraient séduits par la vieille « souveraineté nationale » reliftée en démondialisation, nourrissent la pieuse illusion que des solutions puissent encore être trouvées au niveau national. Or l'échec cuisant de la stratégie de « relance » mitterrandienne entre 1981 et 1983 est là pour nous rappeler que parler de « souveraineté nationale » n'a plus aucun sens, aujourd'hui moins que jamais, outre que la « souveraineté nationale » n'a jamais été que la souveraineté d'une classe sociale sur les travailleurs de tel ou tel pays. Les enjeux actuels de la lutte des classes dépassent *de facto* et de plus en plus les frontières nationales.

Il n'y a pas de possibilité de changement radical, de renversement de tendance, de révolution sociale, ou quelque autre nom qu'on veuille bien lui donner, à l'intérieur des frontières hexagonales. Ce que nous, internationalistes, reprochons à l'Union européenne (UE) ce n'est pas d'être une structure supranationale, au contraire, mais d'être non-démocratique (tout comme la Ve république), et d'être dirigée par les principaux Etats membres, donc en fait par la classe capitaliste – comme tous les Etats membres (avant l'existence de l'UE comme maintenant). La concurrence entre Etats n'est pas abolie par l'existence de l'UE, mais organisée par l'UE.

Toutes les propositions « nationales » sont donc absurdes, et ne seraient de fait qu'un repli dans des frontières artificielles, et au pire dans le chauvinisme et la violence. Pour les militants révolutionnaires, le risque monstrueux que de tels replis feraient courir aux travailleurs d'Europe et du monde doit être évident. Tout ce qui bouge et refuse la crise actuelle n'est pas forcément rouge, loin de là. Au contraire, tout ce qui se forme autour de la défense d'intérêts « nationaux », sous la forme de slogans du type « sortons de l'euro »[5] (voire de l'Union européenne), « retrouvons notre indépendance », etc., est dangereux, évidemment sous des formes variées que l'on ne peut pas réduire à une seule tendance. Les « solutions » nationales dites « de gauche » avancées par certains, même prétendument « stratégiques » ne mèneraient au mieux qu'à l'échec et à l'isolement, précisément parce qu'elles sont « nationales ». Il est clair qu'elles ratent complètement la dimension continentale et même mondiale de ce qui se joue actuellement, et qu'elles n'ouvrent absolument aucune possibilité de rupture avec le capitalisme.

Seul un véritable mouvement social au minimum européen pourrait s'opposer concrètement à l'offensive des gouvernements, et envisager une telle rupture. L'intérêt des travailleurs ne réside pas dans une quelconque « indépendance nationale », mais dans l'indépendance de classe face au patronat, aux Etats et à toutes les structures qui sont au service de la classe capitaliste, indépendance de classe unifiée par-delà les frontières artificielles des Etats (au sein de l'Europe comme plus largement dans le monde entier).

---

[4] Citons un exemple de partisan de la « démondialisation » : l'économiste Frédéric Lordon, qui préconise de « *revenir à la configuration nationale dont on sait avec certitude* [!] *qu'elle satisfait pleinement* [!] *le principe de la souveraineté populaire* [!]. » Le cadre national n'est en réalité qu'un cadre comme un autre où la majorité est exploitée, et où la domination politique est exercée par la classe capitaliste. Une telle mystification idéologique montre bien le niveau de ce genre de personnage. (intervention le 16 janvier 2012 lors d'une journée de débat organisée par Attac, reprise sur les sites *Mediapart* et *Rue89* : blogs.rue89.com/comment/2737178)

[5] La façon dont est gérée l'euro est parfaitement logique vu ce qu'est l'UE. Mais la fin de l'euro et le retour aux monnaies par Etat ne serait en rien un mieux pour les travailleurs, au contraire : toute gestion d'une monnaie est au service des classes dirigeantes. Le programme socialiste sur ce point est l'abolition de la monnaie, de la forme-marchandise et du salariat. Programme utopiste selon les « altercapitalistes »...

Pour la construction d'un internationalisme par la base

Force est de constater qu'aucune force politique ou syndicale se réclamant des travailleurs ne s'est efforcée depuis le début de cette crise de donner corps à un tel mouvement social européen. Et ce n'est pas la vraie-fausse « Journée d'action européenne » du 29 février qui a changé le cours de la gestion strictement nationale des bureaucraties politiques et syndicales en place. Il n'y a pas pour le moment de mouvement social autonome, à la base, entre des travailleurs de divers pays ayant discuté les points communs à mettre en avant, et portant des revendications solidaires au niveau international. Mais qui à l'occasion de cette journée du 29 février a participé à une Assemblée Générale ? Qui a entendu parler concrètement des mobilisations dans les autres pays européens ? Qui a entendu citer par exemple le nom d'un seul syndicat belge francophone, et là pourtant il n'y pas de barrière de langue ?

Nous n'avons pas de recettes toutes prêtes pour un véritable mouvement social européen, mais nous pouvons pointer dans la situation actuelle ce qui empêche son émergence : l'absence de discussion à la base, entreprise par entreprise, établissement par établissement, quartier par quartier, autour de thématiques ouvertement internationales, sur les salaires, les systèmes de protection sociale et les services publics par exemple.

À l'heure de l'Internet et des traducteurs automatiques, tant que le contact n'aura pas été établi entre les travailleurs européens, tant que l'on continuera d'assister à ces petites mobilisations télécommandées, la situation concrète de chacun, dans chaque pays, continuera de s'effondrer doucement.

Les patrons exploitent les travailleurs quel que soit leur « pays », la lutte internationale est donc indispensable. Il faudra sans doute passer par-dessus la tête des bureaucrates syndicaux et politiques accrochés à leurs appareils nationaux, et combattre sans concession tous ceux qui parlent de « souveraineté nationale ». Construire à travers les frontières le mouvement social européen est bien l'urgence de l'heure. Plus généralement, il nous faut travailler à la construction à la base d'un nouvel internationalisme au niveau mondial.

*   *   *

Le legs précieux de Paul Mattick



Paul Mattick, *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?*, Entremonde, 2011, 410 pages, 20 €.

Paul Mattick était un ouvrier allemand « gauchiste » (militant du Parti communiste ouvrier d'Allemagne, le KAPD), fils d'ouvriers spartakistes, émigré aux États-Unis en 1926 où il continua de

militer (aux *Industrial workers of the world* notamment). Trente ans après sa mort, il est aujourd'hui un auteur marxiste incontournable, avec notamment son analyse des crises capitalistes, sa critique du keynésianisme et plus largement des courants soi-disant marxistes qui ont perdu de vue les objectifs d'émancipation politique et économique de la classe ouvrière.

Ce livre est inachevé, c'est son dernier. Son fils homonyme l'a édité en 1983, une traduction française d'un chapitre était sortie chez Ab irato en 1998 sous le titre « De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie », le reste est inédit sauf le chapitre final ajouté par P. Mattick Jr en guise de conclusion. Si l'on fait abstraction de l'objet livre, cher pour un semi-poche et mal corrigé[6], le texte mérite toute notre attention.

Le titre est délibérément provocateur, et la réponse est bien évidemment « Non », en tout cas pour qui fait l'effort de se (re)plonger dans le marxisme authentique, dans une perspective prolétarienne, incompatible avec une domestication bourgeoise, au lieu de suivre ses aménagement modernes, les tentatives de l'adapter « *par incorporation d'idées venues de l'économie bourgeoise* », ses emprunts dépolitisés comme moyen substitutif de pallier à l'incapacité de la bourgeoisie à comprendre sa propre économie, ou usurpés comme vernis d'un keynésianisme non assumé ou comme drapeau de nouvelles oppressions.

Sa première partie, « Marxisme et économie bourgeoise », expose les fondements de l'analyse marxienne. Elle n'est pas toujours d'une grande facilité en première lecture lorsqu'elle développe la loi de la valeur, qui n'est pas « un phénomène concret », et insiste notamment sur l'instabilité permanente de la société capitaliste :
« *L'accumulation du capital est un processus dynamique qui sous-entend un déséquilibre continuel. L'appropriation de la plus-value et son expansion supposent des changements constants de la productivité du travail, donc des relations de valeur et d'échange en général, aussi bien pour le travail que pour le capital. Ce n'est que conceptuellement que l'on peut considérer le système comme stationnaire, pour essayer de comprendre ses mouvements. En fait il n'y a pas de situation statique, le système s'étend ou se contracte, il n'est en équilibre à aucun moment.* »

Le mythe de l'équilibre du marché par la loi de l'offre et de la demande ne tient plus depuis longtemps, mais on nous le ressert inlassablement. Quand l'économie bourgeoise s'intéresse avant tout à l'échange des marchandises, aux prix, à la concurrence sur le marché, Marx préfère se pencher sur la production : la division entre temps de travail nécessaire et surtravail est dans toute marchandise. La « science de notre propre malheur » est là, dans la compréhension du mécanisme de l'exploitation salariale au profit d'une classe dominante, mécanisme « masqué » par la forme prix de la valeur. Les capitalistes eux-mêmes ont « *oublié les rapports réels de production et d'échange pour se cramponner à leur apparence extérieure sur le marché* ». L'expérience des bulles spéculatives de la fin des années 1990 le confirmera.
Il ne s'agit plus comme à l'époque pré-capitaliste d'une aristocratie foncière vivant d'un surproduit agricole relativement stable et limité par la nature mais d'une bourgeoisie « accumulant le surtravail sous forme de plus-value et de capital ». Si cette accumulation « *n'a plus de limite, alors la bourgeoisie a raison : l'Histoire est arrivée à sa fin* ».

La deuxième partie, « Révolution et réforme », se lit très facilement. Elle inscrit cette dynamique complexe du capitalisme dans l'histoire, et avant tout dans l'histoire des luttes et de la théorie émancipatrice. D'ailleurs « *l'histoire du capitalisme est aussi celle du marxisme* ». Revisiter l'histoire du mouvement ouvrier est d'autant plus nécessaire qu'« *en l'absence d'action révolutionnaire le marxisme n'est plus qu'une théorie permettant de comprendre le capitalisme* ».

---

[6] Le nombre de coquilles est exaspérant (exemple : souvent « ne » à la place de « se », des mots manquants, des choses comme « latitude » au lieu de « l'attitude », bref tout ce qui est typique de ce qui est oublié par les correcteurs automatiques).

Trois exemples :

- les syndicats y sont épinglés pour mettre la classe ouvrière « *sous contrôle, en un effort à double face pour confiner la lutte de classes dans les limites de la société capitaliste* » ;

- on y revient sur une conception, héritée de la vieille social-démocratie (et pas des révisionnistes mais de l'« orthodoxie » kautskyenne), du socialisme comme collectivisation sans changement de la relation travail salarié/capital, des rapports de production, sans abolition du salariat : « *un tel "socialisme" ne se distingue du capitalisme organisé qu'en ce qu'il permettrait une distribution plus équitable* ». Le chapitre « Capitalisme et socialisme » est ainsi particulièrement remarquable ;

- le nationalisme, idéologie remplaçant la religion comme force de cohésion, ne révélant pas ses intérêts et son contrôle aux mains de la bourgeoisie, est difficilement combattu par un internationalisme « présenté comme un but final, mais lointain ». D'autant plus que « *Le capital opère à l'échelle internationale mais regroupe ses profits au niveau national. Son internationalisation prend donc l'apparence d'un nationalisme impérialiste, visant la monopolisation de la plus-value* ».

De façon générale, la classe ouvrière est soumise à la pression idéologique dominante face à laquelle son projet d'émancipation fait appel à un avenir, à des « conditions qui n'existent pas encore », et subit inévitablement des doutes, voire même des reculs en position forte par peur de prendre le pouvoir (comme avec la grève générale anglaise de 1926). La bourgeoisie n'est d'ailleurs pas incapable de faire des concessions, des compromis, tant que son pouvoir et ses profits sont sauvegardés :
« *Aussi réformable que puisse se montrer le capitalisme, une chose ne peut être altérée : les rapports de salaire et de profit, sans que ce système soit éliminé du même coup* ».

Le chapitre sur la révolution russe ressemble de près à un matériel déjà publié par *Autogestion & socialisme* en 1977[7]. Il explique que Lénine, comme il le reconnaissait lui-même dans les *Thèses d'avril*, ne visait pas l'instauration du socialisme avec abolition du travail salarié mais le « contrôle de la production sociale », lequel contrôle ne devait pas rester longtemps ouvrier : « *on assista à une sorte de renversement du contrôle ouvrier, qui devint le contrôle sur les ouvriers et leur production. Il était essentiel d'accroître la production et, parce qu'il ne pouvait compter sur la simple exhortation pour pousser les travailleurs à s'exploiter eux-mêmes plus qu'à l'ordinaire, l'État bolchevique étendit sa compétence à la sphère économique* (…) ».

Paul Mattick répond enfin avec optimisme aux sempiternelles lamentations sur l'insuffisante conscience de classe et les mauvaises conditions subjectives : « *les révolutions doivent toujours se déclencher avec une préparation idéologique insuffisante* ».

On l'a déjà dit, ce livre c'est aussi du manque (le titre même évoque ce qui n'y est que peu), c'est ce que Mattick n'aura pas eu le temps d'écrire. Mattick Jr signale dans son avant-propos qu'une troisième partie, non écrite, aurait dû aborder les tentatives d'emprunts partiels au marxisme par les économistes de la période récente, parler des « post-keynésiens » et « néo-ricardiens ». Le livre aurait dû se conclure sur l'action révolutionnaire aujourd'hui. Cette conclusion impossible est remplacée par la reprise d'un texte publié par Spartacus en 1983 : « Le marxisme, hier, aujourd'hui et demain »[8].

On notera que dans sa notice biographique en fin de volume, Charles Reeve se risque à une intéressante évocation de la crise actuelle comme « épuisement du projet keynésien » (cela n'est pas

[7] Voir : bataillesocialiste.wordpress.com/2012/02/19/les-soviets-et-le-parti-mattick-ca-1976
[8] Toujours disponible à : atheles.org/spartacus/livres/lemarxismehieraujourdhuietdemain

sans rappeler un autre livre posthume, celui de Pierre Souyri : *La Dynamique du capitalisme au XX° siècle*).

Un livre donc important, attendu depuis longtemps, et bienvenu. Il est vraiment nécessaire dans la bibliothèque de tout-e militant-e qui n'a pas renoncé au projet d'émancipation sociale, au socialisme. Car c'est aussi ça le drame de notre époque : nombre de camarades restent au quotidien dans un travail militant honnête sur le terrain de la lutte de classe, mais de façon mécaniquement défensive. Ils ne savent plus ce que peut être un véritable projet communiste. La période de crise dans laquelle nous sommes installe des possibilités nouvelles de contestation du capitalisme. Le legs de la pensée de P. Mattick est précieux pour nous réoutiller face à cette porte ré-entrouverte.

S. J.

* * *

"Marx et les nouveaux phagocytes", de Maximilien Rubel

Maximilien Rubel, *Marx et les nouveaux phagocytes*, Editions du Sandre, 2012, 295 pages, 26 €. Présentation et postface de Louis Janover.

MAXIMILIEN RUBEL

MARX
ET
LES NOUVEAUX PHAGOCYTES



Présentation et postface de Louis Janover



Éditions du Sandre

Ce nouveau livre de Maximilien Rubel[9] (1905-1996) est essentiellement un recueil d'articles initialement parus dans sa revue *Etudes de marxologie* de 1981 à 1994, et dans une moindre mesure dans *La Revue socialiste* et *Preuves* en 1951-1953. Rubel était un connaisseur érudit des écrits de Karl Marx ; surtout, il avait compris et partagé sa méthode et son engagement essentiel. Ses textes décapants ont l'immense mérite de nous rappeler que Marx est inséparable d'une pensée critique vivante.

En présentant la pensée de Marx dans son intégrité, Rubel a été un « *empêcheur de détourner en rond* », comme l'écrit Louis Janover. Ainsi Rubel rappelait-il dans un des articles reproduits que,

[9] Nous avons précédemment publié « Le concept de démocratie chez Marx », article de M. Rubel, dans *Critique Sociale* n° 13 (décembre 2010), et un entretien avec M. Rubel datant de 1979 dans *Critique Sociale* n° 14 (février 2011).

« héritier des Lumières comme des utopistes de partout et de toujours, Marx a présenté sa théorie du devenir-social de l'humanité et du devenir-humain de la société […] *sous l'aspect d'une critique radicale des institutions et des idéologies liées à la civilisation capitaliste considérée comme une phase historiquement déterminée de l'évolution générique de l'humanité. »*[10]

L'ouvrage contient également quelques lettres, qui laissent deviner tout l'intérêt de la correspondance de Rubel[11]. Il est à espérer que l'édition d'un volume de ses lettres puisse voir le jour. Premier pas en ce sens, Louis Janover nous annonce dans sa copieuse postface qu'une traduction en français de la correspondance entre Maximilien Rubel et Anton Pannekoek va bientôt être publiée[12].

Le seul défaut de ce livre, si l'on peut dire, est qu'il s'adresse surtout aux familiers des sujets abordés. On conseillera donc à ceux qui n'ont jamais lu Rubel de commencer plutôt par le recueil *Marx critique du marxisme* (disponible aux éditions Payot), puis de lire ensuite *Marx et les nouveaux phagocytes*.

* * *

« les travailleurs n'ont pas de patrie »
(Karl Marx)

« le prolétariat peut et doit se libérer lui-même »
(Karl Marx)

Critique Sociale n° 20, mars 2012

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Pour s'abonner à ce bulletin, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség – Osszetartás

[10] *Marx et les nouveaux phagocytes*, p. 31.
[11] Nous avons brièvement cité un extrait d'une de ses lettres dans « Les perspectives d'émancipation au 21e siècle », *Critique Sociale* n° 1 (octobre 2008), p. 12.
[12] *Marx et les nouveaux phagocytes*, p. 267.